

# L'Aigle Infos

*L'information qu'il vous faut!*



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°286 DU LUNDI 17 JUILLET 2023 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

## TRANSITION CNRD

P.3

# Le regard de l'ambassadeur de France en Guinée



Édito à vue d'Aigle

## Le financement de la transition en question

S'il y a présentement une question qui taraude bien des esprits dans le pays du colonel Mamadi Doumbouya, c'est bien celle relative au financement des dix étapes du chronogramme de la transition. Dans tous les discours qu'il a eu à prononcer au lendemain de sa prise du pouvoir, dans les circonstances que l'on sait, l'ancien commandant du Groupement des Forces Spéciales s'est engagé solennellement à organiser des élections libres et transparentes, de la base au sommet (communales, législatives, présidentielle) pour remettre le pouvoir aux civils... P.2

## DÉMISSION COLLECTIVE À L'ANAD

P.4



« Ce sont des partis qui n'ont aucun poids électoral... » (Diabaty Doré, vice-président de l'ANAD)

## KASSORY AUDITIONNÉ DANS SON LIT DE MALADE



« Il a fallu l'aide de son médecin... » (avocat) P.7

## CONDUITE DE LA TRANSITION GUINÉENNE

P.3



Le ministre des Affaires étrangères réagit à la sortie de la CEDEAO

ARENA

Les confidences de Sékou Koureissy CONDE sur la transition CNRD P.5

DÉMISSIONS AU SEIN DE L'ANAD

Francis Haba de l'UGDD en donne les raisons P.4

GUINÉE

La lettre ouverte de l'artiste Djani Alfa P.6.7



## Édito à vue d'aigle



### Le financement de la transition en question

**S'**il y a présentement une question qui taraude bien des esprits dans le pays du colonel Mamadi Doumbouya, c'est bien celle relative au financement des dix étapes du chronogramme de la transition. Dans tous les discours qu'il a eu à prononcer au lendemain de sa prise du pouvoir, dans les circonstances que l'on sait, l'ancien commandant du Groupement des Forces Spéciales s'est engagé solennellement à organiser des élections libres et transparentes, de la base au sommet (communales, législatives, présidentielle) pour remettre le pouvoir aux civils. Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition ne sera candidat. Ces organes sont : le président de la transition, le CNRD (Comité national de rassemblement pour le développement), le CNT (Conseil national de transition) et le gouvernement de transition. Mais pour la mise en œuvre des dix étapes du

chronogramme de la transition, conformément à l'accord conclu avec la CEDEAO, il faut d'importantes ressources financières. Il y a quelques semaines, dans une de ses sorties, le ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Mory Condé, avait chiffré le financement des dix étapes du chronogramme à près de 6000 milliards de francs guinéens. Un montant jugé exorbitant par certains acteurs sociopolitiques qui parlent plutôt de "budget-chantage". Pour les autorités de la transition, l'organisation sous-régionale devrait jouer un rôle central dans la mobilisation des ressources financières auprès des partenaires bi et multilatéraux. Lors des deux premières sessions du comité de pilotage de suivi-évaluation de la mise en œuvre du chronogramme de la transition, le ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, qui préside ledit comité de pilotage, a partagé avec les membres du comité, les diplomates, la CEDEAO et l'UE, les informations disponibles et l'état d'avancement du chronogramme. Il a présenté aux membres du comité de pilotage et aux membres du comité technique, les avancées en termes de mise en œuvre sur certains points: le recensement général de la population et de l'habitat, le recensement administratif à vocation d'état civil et l'élaboration du fichier électoral. Il a par ailleurs rassuré que jusqu'à preuve du contraire, le délai d'exécution du chronogramme qui a été signé dans le compromis dynamique est en train d'être respecté à la lettre. Il n'a pas manqué de lancer aussi un appel pressant aux partenaires sous-régionaux et internationaux en vue de la mobilisation des ressources financières pour exécuter dans les délais toutes les étapes du chronogramme. Il faut noter qu'à ce jour, la partie guinéenne a pu mobiliser un montant de 550 milliards de francs guinéens. Comme on le voit, l'on est encore très loin des 6000 milliards annoncés par le MATD.

Kèfina Diakité

### SITUATION DE KASSORY ET CIE EN PRISON

## Le RPG Arc-en-ciel tire la sonnette d'alarme

*C'est à travers un communiqué transmis aux médias, que le RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir, a tenu à interpeller à nouveau les autorités de la transition sur la détention prolongée de l'ancien Premier ministre, Dr Ibrahima Kassory Fofana et d'autres cadres du parti.*



« La Direction Nationale du Parti RPG-Arc en ciel exprime ses inquiétudes face à la santé dégradante de Dr Ibrahima Kassory Fofana ancien premier Ministre et Président du Conseil National Exécutif Provisoire qui amène les médecins à le garder toujours dans la salle des soins intensifs et dans le seul but de l'aider à tenir jusqu'à son transfert dans les Centres Hospitaliers de références et appropriés pour son traitement.

Malgré la pertinence des rapports des médecins sur son incapacité de comparaître avec tous ses sens en place devant tout Tribunal, un transport judiciaire a été imposé et a eu lieu dans la salle de soins intensifs. Ces actes de violations flagrantes des Droits Humains ont ainsi interpellé la Direction de notre parti sur les risques que court Dr Ibrahima Kassory Fofana dont la vie est en danger.

Il est à rappeler que c'est dans le même ordre judiciaire et de santé, se place le cas de

l'Honorable Amadou Damaro Camara Ex-Président de l'Assemblée Nationale.

C'est bien face à l'indifférence des autorités de la transition, que nous prenons en témoignage l'opinion Nationale et internationale sur ces abus qui ne présagent aucunement de l'espoir pour une transition apaisée et inclusive.

Enfin, le RPG arc-en-ciel demande la libération de ses cadres et responsables incarcérés depuis près de quinze mois sans preuve.

Vive le République !

Vive les forces vives de Guinée !

Vive le RPG-Arc en ciel ! », lit-on dans le communiqué du RPG Arc-en-ciel, le parti d'Alpha Condé.

Kèfina Diakité



TRANSITION CNRD

# Le regard de l'ambassadeur de France en Guinée

Le jeudi 13 juillet 2023, l'ambassadeur de France en Guinée, Marc Fonbaustier, a eu l'occasion de s'exprimer sur la transition guinéenne conduite par le colonel Mamadi Doumbouya. Pour le diplomate français, le bon accomplissement de la transition requiert le dialogue, le respect mutuel et l'esprit d'ouverture.



« Vous êtes un pays souverain. Nous autres français le savons mieux que quiconque. C'est à la Guinée, à son peuple et elle seule d'écrire son histoire, de maîtriser son destin

d'emprunter la route qu'elle voudra », a fait savoir l'ambassadeur de France en Guinée, Marc Fonbaustier à sa résidence, à la faveur de la célébration du 14 Juillet. C'était devant

le Premier ministre Dr Bernard Goumou et plusieurs hauts cadres civils et militaires de la transition.

« La vitalité démocratique

des élections inclusives, transparentes et crédibles réclament qu'on le veuille ou non des partis politiques en ordre de marche, en bonne santé avec la liberté de mouvement et la plénitude de leur fonction. Il paraît fondamental pour l'avenir du pays que le dialogue, le respect mutuel et l'esprit d'ouverture prévalent à cet égard pour le bon accomplissement de cette transition », a ajouté Marc Fonbaustier, tout en expliquant que le vivre ensemble est sans doute une notion inclusive qui repose sur les droits humains et les libertés fondamentales pleinement garantis et respectés au même titre qu'une justice solide impartiale, fondée sur

un Etat de droit.

« Il y a des efforts et des signes de bonne volonté qui donnent espoir mais il convient de garder foi et patience pour persévérer dans cette voie. Ma troisième conviction est qu'une part de l'avenir de ce pays dépendra de sa capacité à trouver le juste point d'équilibre entre unité et diversité, à faire tenir ensemble harmonieusement les communautés qui composent cette belle Nation...La normalisation de la situation en Guinée passe peut-être avant tout par le regard que les guinéens portent sur eux-mêmes », a-t-il indiqué.

Mamadou Saïdou

## CONDUITE DE LA TRANSITION GUINÉENNE

# Le ministre des Affaires étrangères réagit à la sortie de la CEDEAO

La semaine dernière, à la résidence de l'ambassadeur de France en Guinée, à l'occasion de la célébration du 14 Juillet, le ministre guinéen des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Guinéens établis à l'étranger, Dr Morissanda Kouyaté, s'est entre autres exprimé sur les relations qu'entretiennent les autorités de la transition avec la CEDEAO et l'UA et a tenu à répondre à ce tandem par rapport à la conduite de la transition.

Le 09 juillet dernier, on le sait, la CEDEAO et l'UA ont pointé chacune ce qu'elles considèrent comme un manque d'inclusivité et de transparence dans la conduite du processus vers le retour à l'ordre constitutionnel dans le pays du colonel Mamadi Doumbouya. Lors de son sommet ordinaire qui s'est tenu à Bissau, l'organisation sous-régionale (CEDEAO), qui a désormais pour président en exercice le Nigérian Bola Tinubu, a brandi la menace des sanctions supplémentaires majeures contre la Guinée si les autorités font obstruction au respect de l'échéancier pour le retour des civils au

pouvoir dans 18 mois. En réponse, le chef de la diplomatie guinéenne a déclaré ceci : « La Guinée est dans une transition qu'elle s'est choisie. Elle remercie ceux qui l'aident à traduire cette transition à un bonheur pour le peuple de Guinée. Mais personne ne nous a forcés de le faire. Nous sommes membre fondateur de la Cedeao, une organisation que nous respectons. Nous sommes membre fondateur de l'Union Africaine que nous respectons aussi. Ces organisations travaillent et travailleront la main dans la main avec la Guinée. La transition guinéenne dirigée par le colonel Doumbouya, c'est tous les guinéens

ensemble »

Pour Dr Morissanda Kouyaté, le CNRD et son président ont eu raison de rectifier le tir le 05 septembre 2021. « Nous sommes fiers de n'entretenir aucun conflit, aucune mésentente politique ou économique avec qui que ce soit...la république de Guinée n'est pour personne, elle n'est pour aucun pays...nous sommes pro-guinéen. Mais tendons la main pour une coopération franche pour construire un pays moderne au service de son peuple. Nous avons des partis politiques ici constitués de jeunes guinéens et des femmes. Le Président a chargé son



Premier ministre et son Gouvernement de continuer à rassembler les Guinéens. Nous sommes

ensemble en Guinéens », a-t-il ajouté.

Mamadou Saïdou

INTERVIEW

DÉMISSION COLLECTIVE À L'ANAD

## « Ce sont des partis qui n'ont aucun poids électoral... » (Diaby Doré, vice-président de l'ANAD)

L'Alliance Nationale pour l'Alternance et la Démocratie vient d'enregistrer la démission de six (6) partis en son sein. Ce départ de la coalition dirigée par Cellou Dalein Diallo n'inquiète guère son Vice-président, Diaby Doré, qui parle plutôt de non-événement.

**L'Aigleinfos :** Six partis politiques ont jeté l'éponge au sein de l'ANAD, une coalition dont vous êtes le vice-président. Comment vous avez accueilli cette défection collective ?

**Diaby Doré :** Je ne vois pas de sérieux dans ce que vous appelez défection. Quand on est responsable, on doit être conscient de ce qu'on fait. Et je crois on doit être sérieux. On ne peut pas dire qu'aujourd'hui qu'on quitte une alliance sans avoir adressé un courrier officiel et signé. Nous, à l'ANAD, nous n'avons pas encore reçu un courrier de la part de nos amis qui veulent partir. Et aussi, il y a des partis au sein des six qui m'ont appelé personnellement pour me dire qu'ils ne sont ni près ni de loin de ce départ et ils vont même faire un communiqué pour dire à l'opinion qu'ils demeurent et restent membres de l'ANAD. Même si cela était vrai, croyez-moi que nous au sein de l'ANAD, nous sommes prêts.

**L'Aigleinfos :** La principale raison évoquée par ces partis politiques est le contexte sociopolitique de la Guinée. Est-ce que vous comprenez leur raison ?

**Diaby Doré :** Nous



sommes en politique et la société est faite ainsi, et chacun voit les événements à sa manière. S'ils voient aujourd'hui que de la manière dont la transition est gérée ils ne se retrouvent pas au sein de l'ANAD, ils sont libres de partir. En tout cas, au sein de l'ANAD, cela ne nous fait ni

chaud ni froid.

**L'Aigleinfos :** Parmi ces partis démissionnaires de l'ANAD, il y a l'UGDD, une formation non des moindres. Est-ce que son départ ne laisse pas un grand trou à l'ANAD ?

**Diaby Doré :** Non ! Mais

pour l'UGDD c'était connu d'avance. Il y avait des rumeurs qui couraient depuis qu'elle veut prendre ses responsabilités ou suspendre ses activités au sein de l'ANAD. Et quand tu prends la charte de l'ANAD, tout parti qui adhère au mouvement est libre de parler au nom de son parti, mener ses activités, aller voir ses structures à tout moment. Personne n'a interdit à un parti de mener ses affaires parce que moi-même j'ai été l'année dernière à l'intérieur pour rencontrer les structures de mon parti RPR. Donc pour l'UGDD c'était connu, et elle vient d'envoyer une information dans notre plateforme nous informant qu'elle va envoyer un courrier officiel avec deux ou trois partis pour dire qu'ils vont prendre leur destin en main en créant une autre alliance.

**L'Aigleinfos :** A vous entendre parler, on n'a comme l'impression que vous banalisez ces défections. Est-ce que vous voulez dire que ces partis n'ont aucun poids sur l'échiquier politique national ?

**Diaby Doré :** Soyons un peu sérieux. Moi, je ne peux pas me mesurer aujourd'hui au RPG ou à l'UFDG. J'aime le dire souvent que les moutons se promènent ensemble mais ils n'ont pas le même prix. Il y a des partis qui disent qu'ils ont

démissionné aujourd'hui dont les présidents ne sont pas connus. Même toi quand on vous dit leurs noms, vous allez dire que vous ne connaissez pas. Et donc, c'est pour cette raison que ça ne nous dit rien.

**L'Aigleinfos :** Ces départs tant soit peu s'ils sont officialisés, cela voudrait dire qu'au lieu que le nombre de partis qui composent l'ANAD augmente, ça diminue. Quelle lecture faites-vous de cette dislocation ?

**Diaby Doré :** L'alliance politique et les partis sont comme un train à chaque gare, quelqu'un monte et un autre descend. Je crois que le plus important c'est ceux qui montent. S'ils partent aujourd'hui, c'est sûr que d'autres vont nous rejoindre. Et d'ailleurs, au départ, l'ANAD n'avait que sept partis aujourd'hui il y a dix-neuf. Si ceux-ci quittent, d'autres viendront. Et avec cette transition, tout le monde sait comment le Guinée mène sa vie. Je leur souhaite bon vent.

**L'Aigleinfos :** Merci à vous Monsieur Diaby Doré !

**Diaby Doré :** C'est à moi de vous remercier !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

DÉMISSIONS AU SEIN DE L'ANAD

## Francis Haba de l'UGDD en donne les raisons

La semaine dernière, les responsables de six formations politiques, à travers une lettre adressée, ont justifié leur départ de l'ANAD ( Alliance Nationale pour l'Alternance et la Démocratie), une coalition électorale présidée par Cellou Dalein Diallo, le chef de file de l'UFDG.

**L'UGDD de Francis Haba** en fait partie des formations politiques ayant décidé de claquer la porte de l'ANAD. Contacté par nos confrères de Mediaguinee, le samedi 15 juillet 2023, Francis Haba a indiqué qu'il est temps pour eux de mettre fin aux contestations éternelles et permanentes. « Il est vrai que l'absence de Cellou Dalein a

joué sur la dynamique de notre alliance, mais la raison pour nous est de mutualiser nos efforts pour préparer les futures élections, parce que nous n'avons pas les mêmes moyens matériels et financiers que des partis politiques comme le RPG Arc-en-ciel ou encore l'UFDG. Mais si nous nous retrouvons en notre nom, nous espérons pouvoir gagner. Et surtout, ça nous permet de

participer au débat politique en notre nom et pour nous-mêmes. Parce que vous savez, les militants pensent que quand vous êtes à l'ANAD, tout ce que vous faites c'est pour Cellou et toutes les positions que vous défendez sont pour l'UFDG. Je pense qu'avec cette démission, nous nous ferons bien entendre, décider sereinement de quelle orientation prendre et avec

quelle alliance on peut collaborer ou pas», a martelé Francis Haba, qui rappelle que la solution ne peut plus être dans les contestations de tous les jours.

« Nous ne voudrions plus rester dans la contestation éternelle et permanente. Voilà pourquoi les gens de la même génération ont décidé de créer une autre alliance. Il y a

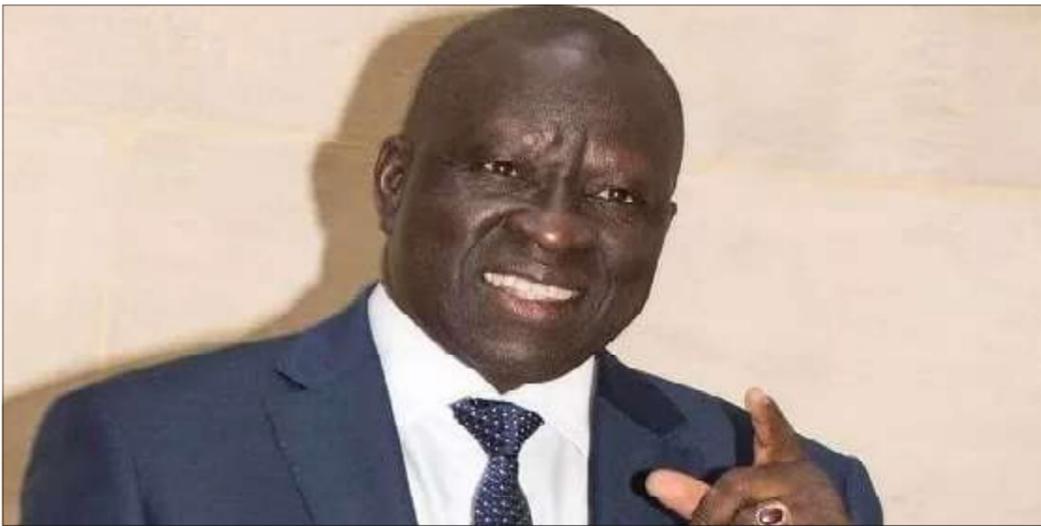
naturellement d'autres raisons qui viendront avec le temps, mais pour l'instant c'est celles-ci il faut retenir», a fait remarquer Francis Haba, président de l'UGDD, qui est désormais à la tête d'une nouvelle alliance dénommée Alliance pour la République (APR).

Kèfina Diakité

ARENA

## Les confidences de Sékou Koureissy CONDE sur la transition CNRD

Dans une interview accordée à PressAfrik, Sékou Koureissy CONDE, président de l'ONG panafricaine dénommée ACG-Frontières d'Afrique avec siège à Ouagadougou au Burkina Faso et leader du Parti ARENA, (Alliance pour le Renouveau National) en République de Guinée fait sa lecture de la situation sociopolitique guinéenne sous la transition CNRD.



« Il est évident que le coup d'Etat du 21 septembre 2021, est intervenu en Guinée à un moment où les Institutions étatiques et le cours normal de la vie politique étaient complètement fragilisés. Toutes les forces politiques étaient affaiblies y compris la

majorité présidentielle.

En conséquence, toutes les composantes de la société ont unanimement pris acte et promis d'accompagner le Colonel Mamadi DOUMBOUYA. A date, ce rêve et cette promesse restent

valables, mais nous sommes désormais très inquiets. Que Dieu inspire davantage le Président de la transition et lui donne toute la volonté et tous les moyens pour rassurer et rassembler la nation. La Guinée a trop souffert des grandes ruptures, des grandes

blessures et des grandes rancunes. Chaque changement avec son lot de grandes victimes et ainsi de suite. », a confié le chef de file de l'ARENA. Et à propos de la gestion de la transition par le Colonel Doumbouya qui a réaffirmé son intention de ne pas se présenter à la prochaine élection présidentielle, Sekou Koureissy Conde a déclaré : « C'est vrai que la durée et la date de la fin de la transition en Guinée ont été actées par le CNRD. Le Gouvernement de la transition ainsi que le CNT, le Conseil National de la Transition et le Chef de l'Etat, Président de la transition le Colonel Mamadi Doumbouya a solennellement annoncé janvier 2025.

Mais à date, en tant qu'ancien Secrétaire Général de Conseil National de la

Transition en 2010, je ne peux pas jurer sur les contours techniques de la date limite. Nous devons pouvoir parler de cela aussi, courageusement et sereinement avec des garde-fou et les garanties nécessaires pour toutes les parties. Deuxièmement, nous devons considérer l'institution militaire comme une partie intégrante de la gouvernance globale dans les pays francophones d'Afrique. Il faut venir au régime parlementaire révisé et adapté et valoriser le rôle du Premier ministre en tant que chef de l'Exécutif et le président de la République et l'institution militaire comme arbitres neutres.

Troisièmement, il faut mettre en place un haut conseil à la réconciliation et la consolidation de la paix. »

Mamadou Saïdou

CONAKRY

## Fin de l'atelier sur les opportunités de formation et d'emploi

Le vendredi 14 juillet 2023, un hôtel de la place a servi de cadre à la cérémonie de clôture de l'atelier sur les opportunités de formation et d'emploi. Un atelier lancé le 03 avril dernier.

Le ministère de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Emploi, a bénéficié d'un programme de renforcement des capacités des acteurs de l'écosystème emploi et formation. C'est une initiative de la Direction nationale de l'Emploi et de l'Entrepreneuriat dudit ministère. Le vendredi 14 juillet 2023, un hôtel de la place a servi de cadre à la cérémonie de clôture dudit atelier qui a été lancé le 03 avril dernier.

« Aujourd'hui, nous sommes à la dernière étape d'un processus qui a démarré depuis au mois d'avril dernier dans le cadre du déploiement de l'initiative Jobs et Skills Facility en Guinée. C'est une

initiative qui a été développée par les partenaires techniques et financiers, en l'occurrence le BIT ( Bureau International du Travail), le PNUD (...), pour une facilité financière et technique. Il sera désormais question après analyse, de proposer une feuille de route avec des actions précises, et identifier les acteurs gouvernementaux, notamment les ministères en charge de l'Emploi, de la Formation mais aussi les autres ministères sectoriels, la société civile, le syndicat et tous les partenaires», a expliqué le Directeur national de l'emploi et de l'entrepreneuriat, Elhadj Mamadou Diallo.

Quant au ministre Alpha Bacar Barry, il a dit ceci : « Sur



ces questions de formation et d'emploi, les instructions du Président de la transition ont été claires et fermes. Nous devons produire de l'emploi pour des jeunes gens, mais surtout, profiter du boom minier en ce moment dans notre pays, pour nous assurer que les prochaines générations ont des compétences et sont

prêtes à occuper les emplois qui sont créés par notre économie. En retraite à Kindia, le gouvernement guinéen a esquissé le plan de relance intérimaire, dans lequel ces questions d'employabilité et d'insertion des jeunes figurent en bonne place. Ensuite, il nous a été demandé de concevoir un Plan d'Urgence

pour la création de l'Emploi (PAE), qui prend en compte la même alliance que je vois à cet atelier, puisque des actions urgentes contribuent à pallier la précarité liée aux questions d'emploi». C'est dans une atmosphère bon enfant que l'atelier a pris fin.

Mamadou Saïdou



Et dis-toi donc grand Jacques Dis-le-toi souvent  
C'est trop facile De faire semblant.

(Jacques Brel)

qq citations

# La lettre ouverte de l'artiste Djanii Alfa

**A travers une lettre ouverte publiée dans la presse et sur les réseaux sociaux, l'artiste et activiste de la société civile, Djanii Alfa, a cru devoir s'adresser à la Guinée et à ses institutions. Lisez...**

« Ma très chère Guinée,

Je ne te demanderais pas si tu vas bien car je sais que ce n'est pas le cas. Je sais qu'aucune mère ne peut être heureuse de voir ses enfants pleurer, et pourtant aujourd'hui, c'est par millions que tes enfants pleurent ici. Certains le font en silence, d'autres en cachette, et il y a aussi tous ceux qui pleurent de l'intérieur car ils n'ont plus de larmes à verser pour une situation que leur passivité juge perdue d'avance. Je sais que je ne suis pas ton enfant préféré ; d'ailleurs, je ne pense même pas que tu aies un enfant préféré car je suis sûr que tu nous aimes tous de manière égale, avec un amour inconditionnel. J'imagine donc que ça doit te briser le cœur de voir tes enfants se déchirer autant, surtout pour des choses qui n'honorent aucunement l'éducation commune que nous avons reçue de toi.

Maman, tout comme le frère Camara Laye par le passé, aujourd'hui moi aussi je suis victime de certains de mes frères et sœurs. Ils m'ont insulté, frappé, emprisonné, et comme si cela ne suffisait pas, ils m'ont obligé à m'éloigner de toi, maman. J'ai demandé pourquoi ? Ils n'ont pas daigné me répondre, et lorsque j'ai réclamé justice auprès du conseil de famille, celui-ci s'est déclaré incompetent pour trancher sur mon cas, prétextant que l'injustice dont je suis victime implique directement un membre du conseil. Mais ne t'inquiète pas, maman. Sache que je vais bien, et même si cela m'a attristé de voir que leur attitude a fait rire certains de mes frères et sœurs et a fait pleurer d'autres au nom de mon amour pour toi, j'accepte la situation car la distance ne diminue en rien l'amour que j'ai pour toi. Dans l'espoir de te revoir très vite et en bonne santé, je te prie, maman, de bien prendre soin de toi et de tous tes enfants.

Amoureusement, ton fils.

**À mon très cher Président de la transition.**



**Mon très cher colonel,**

même si je pense que non, car en me basant sur votre discours de prise de pouvoir, je sais que ça ne peut pas être le cas, du moins pas moralement, j'espère que vous allez bien, ne serait-ce que physiquement. Lors de notre dernier échange, vous m'aviez laissé entendre que vous comptiez sur l'apport de chacun pour agir au mieux dans l'intérêt supérieur de tous. Voici donc ma contribution :

Mon colonel, votre transition fonce droit dans le mur. Elle a perdu ses repères, son âme, elle a perdu l'essence même de sa raison d'exister. Je sais et j'espère que vous le savez aussi, qu'un pays ne peut pas se gérer au cas par cas, mais mon colonel, c'est le cas par cas qui définit le tout. J'espère que vous en êtes conscient.

Mon colonel, votre transition est injuste. Elle est injuste car sous cette transition que vous dirigez, c'est à l'accusé de prouver son innocence et non à l'accusateur d'apporter les preuves de culpabilité de la personne accusé. Elle est injuste car sous votre transition, la plupart des décisions de justice sont prises avant le procès. La preuve en est que des conflits domaniaux ont été réglés sans aucune décision de justice, exemple: la maison de M. CDD et celle de M. Sidiya Touré, pour ne citer qu'eux. Des personnes

ont été arrêtées et jetées en prison sans que les procédures légales ne soient respectées, et si certaines ont été libérées, elles n'ont jamais été rétablies dans leurs droits exemple: tous les membres du FNDC, pour ne citer que nous. Mon Colonel, tout cela se fait dans le silence coupable de toute l'administration, en commençant par la vôtre. On pourrait croire que vous cautionnez cette injustice.

Mon colonel, votre transition est arrogante. Elle est arrogante car certaines personnes qui profitent de vos largesses se prennent pour des Guinéens supérieurs. Ils narguent, briment, bâillonnent et/ou assassinent le peuple qui vous a pourtant soutenu le 5 septembre 2021, précisément parce que vous lui aviez promis de ne pas reproduire les erreurs du passé. Pourtant, aujourd'hui encore, il est victime des mêmes erreurs sans avoir nulle part où se plaindre, même pas chez vous. On pourrait croire que vous cautionnez cette arrogance.

Mon colonel, votre transition est partisane. Elle est partisane car elle ne traite pas tous les Guinéens de la même manière. Ce qui est valable pour Cellou, Sidiya et Kassory ne l'est pas pour Komara, Kouyaté et Beavogui, bien qu'ils aient tous été Premier ministre à des périodes aussi troubles que sombres

de l'histoire de notre jeune République. Ce qui est valable pour Bil de Sam, Takana Zion et Eli Kamano ne l'est pas pour Djanii Alfa, Lyricson et Dak Kamano. Ce qui est valable pour Guidho Fulbhe ne l'est pas pour Jack Woumpack. Ce qui est valable pour Moussa Moise et compagnie ne l'est pas pour Lincoln Soumah et Habib Marouane. Mon colonel, on pourrait croire que vous cautionnez cette arrogance.

Mon colonel, votre transition est lente. Elle est lente car aucun des dix points du chronogramme établi unilatéralement par vous et vos équipes n'est véritablement entamé.

Le budget demandé pour organiser des élections est perçu par l'opinion publique comme une rançon pour libérer l'état de droit, tant il est « excessif ».

Mon colonel, une transition n'est réussie que si elle se solde par des élections libres, transparentes et inclusives. Mon colonel, votre nom est lié à jamais à l'histoire de notre patrie, il vous appartient de décider comment elle sera racontée.

Fraternellement, votre frère.

**À mon très cher Gouvernement de la transition.**

**Très cher gouvernement,**

je ne te demanderais pas

si tu vas bien car, entre nous, le bien-être d'un groupe de personnes individualistes à qui l'on a confié la responsabilité de prendre des décisions pour un bien-être collectif ne m'intéresse pas vraiment. Vous et moi savons très bien que vous n'êtes qu'un complément d'effectif. Vous êtes là juste pour arrondir les angles d'une certaine ossature étatique. Vous et moi savons très bien qu'à la première occasion, vous viendrez dire que c'est lui qui ne vous laissait pas travailler. Donc continuez de manger en silence. Oui, on ne parle pas la bouche pleine.

Patriotiquement, votre concitoyen.

**À mon très cher CNT**

Très cher CNT, les grandes situations font les grands hommes, et quand je dis hommes, je parle d'hommes avec un grand « H », entendez donc humains (hommes et femmes).

Mon très cher CNT, j'espère donc que ça va mal pour toi au même titre que tous ceux que tu es censé représenter, car si tu vas bien, cela voudrait dire que tu n'es ni conscient de ce que tu représentes, ni conscient des attentes de ceux que tu représentes. Oui, c'est vrai que le colonel Doumbouya a signé vos décrets à tous, mais au CNT, vous n'êtes pas tous censés représenter son CNRD et ses Forces spéciales. Chacun d'entre vous y est au nom d'une certaine entité, qu'elle soit civile, militaire ou paramilitaire. Un corps de métier, une association ou un parti politique. Vous êtes payés pour et par ceux que vous êtes censés représenter, mais eux-mêmes sont toujours au chômage et cela ne semble pas vous déranger. Vous voyagez avec des passeports diplomatiques, mais ceux que vous êtes censés représenter sont restreints dans leur droit de se déplacer, dans leur liberté d'expression, dans leur droit à la sécurité, au point où même rentrer chez

(Suite page 7)

INTERVIEW

KASSORY AUDITIONNÉ DANS SON LIT DE MALADE

## « Il a fallu l'aide de son médecin... » (avocat)

La Chambre de jugement de la Cour de Répression des Infractions Economiques et Financières (CRIEF) a mis à exécution sa décision concernant le dernier Premier ministre du régime d'Alpha Condé. Lors de l'audition du médecin traitant de cet ancien dignitaire poursuivi pour des faits présumés de détournement de capitaux, blanchiment d'argent,... en date du 03 juillet dernier, le président de ce tribunal avait décidé de se transporter à la clinique Pasteur, où est hospitalisé le mis en cause pour s'imprégner de son état de santé, tel que décrit par Dr Mamadou Alpha Barry, chef service de ce centre hospitalier. Le lundi, 11 juillet 2023, le président Francis Kova Zoumanigui et son équipe se sont rendus à la clinique Pasteur pour entendre Dr Ibrahima Kassory Fofana. Me Dinah Sampil, le Conseil du Président du Comité Exécutif Provisoire du RPG ARC-EN-CIEL a voulu bien se confier à votre hebdomadaire pour vous en dire davantage.

**L'Aigleinfos :** Votre client a été entendu dans son lit de malade ce lundi par la Chambre du jugement de la Cour de Répression des Infractions Economiques et Financières (CRIEF). Dites-nous dans quelles conditions cela s'est passé ?

**Me Dinah Sampil :** Cette rencontre de la Cour à la clinique, c'était de constater l'état de Monsieur Kassory sur les installations de la salle de réanimation. Nous sommes allés ensemble ; et nous avons trouvé Dr. Kassory sur des branchements de perfusion et de contrôle de rythme de battement cardiaque. Si au niveau de la perfusion on comprenait toute suite, de l'autre côté, il a fallu que le cardiologue vienne nous expliquer davantage. Alors, ce qui se passait, c'est que Kassory affichait 94



battements comme rythme par minute alors que la moyenne est de 60 à 75. Cela veut dire qu'il y a un rythme élevé de battement et il faut éviter que le pire ne se reproduise pas. La Cour a fait constat de tout ça ; et nous pensons qu'elle prendra une

décision qui sied.

**L'Aigleinfos :** Dites-nous Maitre, est-ce que toutes les parties étaient présentes ?

**Me Dinah Sampil :** Il y avait toutes les parties : le procureur spécial de la CRIEF, l'avocat de l'Agent judiciaire, la défense que je représente était là, la Cour elle-même (le président et ses deux Conseillers plus le greffier). Donc toutes les parties étaient là.

**L'Aigleinfos :** Est-ce qu'au cours de cette audition, Dr Kassory a pu s'exprimer ?

**Me Dinah Sampil :** Oui, il a donné des réponses par des gestes, il a fait des mouvements de mains et des fois par la voie mais qui était inaudible. Il a fallu que ce soit son médecin qui s'approchât de lui et qui répétait à haute voix ce qu'il entendait au niveau de Kassory.

**L'Aigleinfos :** Est-ce que c'est avec l'avis de son médecin que cette audition a eu lieu ?

**Me Dinah Sampil :** Le médecin était tenu obligé

rendre à l'audience prochaine. Le médecin a dit que non, qu'il ne peut pas se lever lui-même dans son lit et s'il veut aller aux toilettes, il faut que quelqu'un l'accompagne, ou le mettre sur la chaise roulante. Si c'est ce spectacle là qu'on veut faire voir au public en le transportant sur une chaise roulante, on verra bien mais nous on ne s'oppose pas. Nous, tout ce qu'on craint, c'est l'émotion liée à son rythme cardiaque, et nous avons peur que son transport dans une salle d'audience n'aggrave son état de santé.

**L'Aigleinfos :** Alors, après cette rencontre, quelle est la prochaine étape ?

**Me Dinah Sampil :** La nouvelle est que désormais la balle est dans le camp du juge de la Cour. Il a vu ce qu'il voulait voir, et le médecin a expliqué ce qui est la réalité et il a indiqué ce qui est la voie à suivre.

**L'Aigleinfos :** De votre côté, quelle demande vous avez formulée auprès de la Cour ?

**Me Dinah Sampil :** La demande est que Kassory puisse être permis d'aller recevoir des soins dans un centre spécialisé et approprié puisqu'en Guinée, le mal dont il souffre ne trouve pas son spécialiste ici encore moins une installation sanitaire appropriée.

**L'Aigleinfos :** Merci à vous Maitre !

**Me Dinah Sampil :** C'est moi qui vous remercie.

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

## GUINÉE

### La lettre ouverte de l'artiste Djanii Alfa

soi est devenu un luxueux rêve pour certains et cela ne semble pas vous déranger. Vous dites organiser des débats, mais on n'entend que vous, donc vos allocutions sont jugées démagogiques par ceux que vous êtes censés représenter et cela ne semble pas vous déranger. Puisque le président de la transition se laisse appeler président de la République au lieu de président de la transition, vous aussi vous vous laissez appeler honorables au lieu de conseillers et cela ne semble déranger ni lui, ni vous.

Mon très cher CNT, où se

trouve ton honorabilité ? Où sont tes conseils ? À qui conseilles-tu ? À quel prix conseilles-tu ? Pourquoi veux-tu que la transition dure ? Au nom de quel intérêt ? Dans quel but ? Qui représentes-tu au final ? Le peuple ou Toi et tes intérêts belliqueux et bellicistes ? Mon très cher CNT, ressaisis-toi, sinon tu ne feras que confirmer que tu es au service d'une junte militaire qui ne veut qu'éterniser son pouvoir. Démocratiquement, ton « mandat », a écrit Djanii Alfa.

Mamadou Saïdou

FIN DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS DES EXAMENS

## La déclaration de Guillaume Hawing, ministre de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation

Mesdames et Messieurs,

A l'occasion de la proclamation des résultats des examens nationaux de la session 2023, l'honneur m'échoit de remercier et de féliciter l'ensemble des acteurs et partenaires de l'école guinéenne pour les succès enregistrés.

Cette année, comparativement à la session précédente, nous avons enregistré un taux de réussite de 44,25% au CEE contre 17,62 % en 2022 soit une avancée de 26,63 % ; 34,05% au BEPC contre 15,04% en 2022 soit une avancée de 19,01% et 27,46 % au Bac contre 09,37% en 2022 soit une avancée de 18,09 %.

Mesdames et Messieurs, Ces progressions très significatives dont l'objectivité et la sincérité sont déjà saluées par toute la communauté éducative, découlent de la traduction en actes concrets de la vision de refondation et de transformation qualitative de Son Excellence Colonel Mamadi DOUMBOUYA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées et du management efficace de Dr Bernard GOUMOU, Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

Parmi ces actes, on peut citer entre autres :

- les nombreuses réformes engagées dans le secteur de l'éducation et de la formation depuis l'avènement du CNRD le 5 septembre 2021 ;

- la mobilisation effective et l'accompagnement remarquable de nos partenaires sociaux,



techniques et financiers ;

- la prise de conscience des apprenants et de tous les acteurs de l'éducation après l'échec massif et interpellateur enregistré aux examens nationaux session 2022 .

Ainsi, Enseignants, encadreurs, élèves et parents d'élèves, chacun en ce qui le lui concerne, a pris ses responsabilités en jouant pleinement son rôle depuis les vacances passées et tout au long de l'année scolaire 2022-2023. L'application stricte des règlements généraux des examens, qui prohibe tout repêchage, a permis d'imprimer plus de sérieux, de transparence et de crédibilité grâce aux efforts conjugués de tous.

En plus des efforts et apports considérables ci-haut mentionnés, vous me permettrez de souligner quelques actions majeures réalisées par mon département et qui ont sans nul doute concouru à relever significativement le niveau des enseignements et apprentissages. Notons, entre autres :

- ' Le renforcement des inspections pédagogiques et administratives qui ont touché 25 223 enseignants et 10 658 encadreurs ;

- ' Le renforcement de capacités de 14 294 enseignants dont 11 974 enseignants du primaire et 2 320 enseignants du secondaire ;

- ' La relance des JAP (Journées d'Animations Pédagogiques) ;

- ' La formation des inspecteurs disciplinaires et ceux de l'enseignement élémentaire en docimologie en vue d'une meilleure conception des épreuves d'examen ;

- ' Le recrutement de plus de 18 000 enseignants contractuels communaux en collaboration avec le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation ;

- ' L'instauration de la gestion axée sur les résultats à tous les niveaux ; Etc.

Mesdames et Messieurs, L'atteinte de ces résultats dans un temps record montre à suffisance l'adhésion totale de tous les acteurs d'accompagner la transition à travers une refondation efficace, efficiente et rapide de l'école guinéenne afin d'en faire une véritable école de mérite et d'excellence, gage certain de l'émergence future de la Nation guinéenne.

L'heure n'est, tout de

même, pas à l'exaltation. Les défis restent énormes en termes d'accès, de qualité et de gouvernance. Nous avons besoin de toutes les énergies positives pour plus d'impact. Car l'objectif pour 2024 est d'atteindre un taux de réussite minimum de 50% pour chaque examen. Cela ne sera aucunement l'effet d'une baguette magique, mais, le fruit d'un travail acharné, du dévouement inlassable de tous, de la rigueur et de la discipline tant bien dans l'enseignement / apprentissage que dans les évaluations. Comme on le dit souvent : « A cœur vaillant, rien d'impossible ».

Mesdames et Messieurs, Les examens nationaux session 2023 ont aussi été tragiquement marqués par le naufrage qui a coûté la vie à six (06) jeunes filles dont cinq (05) candidates, toutes originaires de Kourala dans Kouroussa. Que leurs âmes reposent éternellement en paix. Amen !

Nous avons aussi été sidérés par la violence perpétrée contre une brave surveillante à Sigiri en la personne de Madame Aminata KEÏTA, Directrice d'école. Cet acte ignoble et lâche est le symbole de la rigueur qui a caractérisé les examens nationaux cette année. Nous maintiendrons le cap jusqu'à ce que la

médiocrité cède définitivement la place au mérite dans toutes les concessions scolaires. Rien ne pourra nous ébranler !

Mesdames et Messieurs, Je voudrais, pour terminer, m'acquitter du devoir de reconnaissance envers son Excellence Colonel Mamadi DOUMBOUYA, Président du CNRD, Président de la Transition, Chef de l'Etat et Chef Suprême des Armées, et Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement 50Û50+Û Bernard GOMOU pour les innombrables efforts qu'ils ne cessent de consentir pour doter notre pays d'une « éducation de qualité, équitable et inclusive ».

Que l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus des examens nationaux session 2023 ( C o o r d i n a t e u r s , Superviseurs, Délégués, surveillants, correcteurs, Gardiens du Mérite, agents de sécurité et agents de santé) et l'ensemble des cadres tant bien du niveau central que déconcentré (IRE, DPE/DCE) en soient également félicités pour le sacrifice consenti.

Que les ministères en charge de la Défense Nationale, de la Justice, de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, de la Sécurité et de la Protection Civile, de la Santé, de l'Enseignement Supérieur, de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle ainsi que l'Agence Nationale de la Lutte Contre la corruption et toutes les organisations de la Société Civile impliquées, reçoivent également nos vives félicitations et l'expression de nos sentiments de profonde reconnaissance pour leur franche collaboration.

Vive l'école guinéenne !

Vive le mérite scolaire !

Je vous remercie !

**« Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien. »**

JUSTICE

## L'affaire Oyé Guilavogui renvoyée au 19 juillet

Les débats dans l'affaire Oyé Guilavogui se sont poursuivis le mercredi 12 juillet 2023 devant la chambre du jugement de la CRIEF. Ils ont ensuite été renvoyés au 19 juillet prochain pour la commission d'office d'avocats pour la défense de l'ancien ministre des Postes et Télécommunications sous le régime Condé.



**P**our rappel, Oyé Guilavogui est poursuivi par la Cour de répression des infractions économiques et financières (Crief) pour des faits présumés de détournement de deniers publics. Le mercredi 12 juillet, les débats dans ladite affaire se sont poursuivis avant d'être renvoyés au 19 juillet prochain pour la commission d'office d'avocats pour la défense du prévenu. Les avocats de ce dignitaire du régime d'Alpha Condé se sont déjà retirés de la procédure. Comme indiqué plus haut, le natif de Kindia est poursuivi pour des faits présumés de détournement de deniers publics pendant sa gestion à la tête des ministères des Postes et Télécommunications; des Transports; de l'Environnement et des

Eaux et Forêts.

À l'audience du jour, le procureur Moustapha Mariama Diallo a demandé à la cour de renvoyer l'affaire en attendant que le barreau apporte une réponse à la demande de la Cour par rapport à la commission d'office d'avocats pour la défense de Oyé Guilavogui. Le représentant de l'Agent judiciaire de l'Etat abondera dans le même sens que le parquet. Après avoir entendu les différentes parties, le président Alhassane Mabinty Camara a renvoyé l'affaire au 19 juillet 2023. À cette occasion, des avocats seront certainement commis d'office pour la défense du prévenu Oyé Guilavogui qui, depuis le 06 avril 2022, est en détention à la maison centrale de Conakry, avec d'autres

cadres du RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir: Dr Ibrahima Kassory Fofana (ancien Premier ministre), Amadou Damaro Camara (ancien président de l'assemblée nationale), Dr Mohamed Diané (ancien ministre d'Etat en charge des affaires présidentielles, ministre de la Défense nationale), Dr Ibrahima Kourouma (ancien ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme). A noter que la plupart d'entre eux sont malades. Les cas les plus préoccupants sont ceux de Kassory et de Damaro qui sont hospitalisés depuis des mois dans deux structures sanitaires de la capitale. Leurs avocats n'ont cessé de demander leur évacuation à l'étranger pour des soins mais en vain.

Mamadou Saïdou

UFDG

## Un vice-président du parti minimise les démissions au sein de l'ANAD

Elhadj Bano Sow a mis à profit l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFDG qui s'est tenue le samedi 15 juillet 2023 à son siège national pour se prononcer sur la démission de certains partis politiques au sein de l'ANAD.



**P**arlant de l'éventualité de la reprise des manifestations de rue, à l'appel des Forces vives de Guinée, pour se faire entendre des autorités de la transition, Elhadj Bano Sow, vice-président de l'UFDG, a dit ceci : « Au premier mot d'ordre des Forces Vives, nous allons encore reprendre les manifestations...Il faut qu'on s'organise pour que la manifestation à venir soit une manifestation extraordinaire qui exprime bien la frustration des citoyens guinéens aujourd'hui. Ce n'est pas simplement les militants de l'UFDG, je pense bien personne ne dira le contraire ici, la vie est devenue trop chère dans notre pays »

Il a aussi abordé le sujet relatif à la vague de démissions au sein de l'ANAD. « Ce qui était des rumeurs s'est confirmé. C'est effectif. Six partis ont annoncé leur départ. Mais est-ce que c'est la première fois que nous avons des départs ? Non. Alors, je répète ce que j'ai toujours dit. Cellou Dalein arrivera à Sékhoutouréyah, mais avant, c'est le Bon Dieu qui

fera le ménage autour de lui. Nous avons eu beaucoup de départs au sein du parti, mais est-ce qu'une seule fois Cellou Dalein a bousculé quelqu'un vers la sortie ? Réfléchissez bien, ça arrive tout seul et tout naturellement », a réagi Elhadj Bano Sow. « Continuons notre marche et dites-vous que l'ANAD c'était une vingtaine de partis; et si aujourd'hui six décident de démissionner ou de prendre une pause, il n'y a rien de mal en cela. Qu'à cela ne tienne, à chaque fois que quelqu'un nous a quittés, nous avons dit : on lui souhaite bon vent et si demain il décidait de revenir, il sera le bienvenu. Donc, ne considérez pas ça comme un fait majeur, ce n'est pas important. Ainsi donc préparez pour la semaine prochaine. Ce sujet là, on ne l'abordera plus au niveau de nos structures, parce que ça ne change absolument rien, ça ne doit nous décourager. Continuons notre travail...», a-t-il lancé aux militants et responsables de l'UFDG, le parti de Cellou Dalein Diallo.

Kèfina Diakité

*Lire L'Aigle Infos,  
c'est lire la vérité  
et la vertu*

## AG DU RPG ARC-EN-CIEL

## Le parti d'Alpha Condé répond au président du PADES, Dr Ousmane Kaba

Le RPG Arc-en-ciel a répondu le samedi 15 juillet 2023 à Ousmane Kaba, lors de son assemblée hebdomadaire. Le parti d'Alpha Condé a traité de "voleur", le président du PADES qui avait classé en son sein trois groupes de voleurs lors d'une tournée en Haute-Guinée.



« Aujourd'hui, ils se sont divisés en trois groupes de voleurs. Le premier groupe se trouve à la maison centrale de Conakry à Coronthie. Le deuxième groupe a fui et le troisième groupe est ici en Guinée mais dès que tu prononces leurs noms, ils te supplient de baisser la voix pour ne pas être entendus. Ils sont

très calmes. Comment peuvent-ils prétendre reprendre le pouvoir dans ces conditions ? », ce sont les propos tenus par le leader du PADES lors d'une récente tournée dans la Savane.

C'est la réponse du berger à la bergère. Une semaine après avoir été traités de

voleurs à Kankan par le président du Parti des Démocrates pour l'Espoir, Dr Ousmane Kaba, les cadres du régime déchu lui ont rendu la monnaie de sa pièce.

Roger Patrick Millimouno, un ancien ministre d'Alpha Condé, s'est dit choqué par les propos tenus par le

fondateur de l'université Koffi Annan à l'endroit des cadres du parti jaune.

« Moi, je vais appeler le chien par son nom. Il faut qu'on le dise parce que je suis choqué par les propos de cette petite personne. Je le dis parce que je suis concerné par ça. S'il y a eu des voleurs durant les dix ans du régime du Pr. Alpha Condé, alors M. Ousmane Kaba est le premier des voleurs. Je le dis haut et fort », a-t-il assené.

Fort de ce qu'il avance, ce cadre du parti fondé par Alpha Condé met au défi leur détracteur de dire le contraire de ses propos.

« S'il veut, on peut commencer par la BADAM et après, il a enregistré plus de mille étudiants fictifs je le mets au défi comme il se prend pour Monsieur Propre. Il est accusé pour

détournement de fonds, il n'a qu'à expliquer au peuple de Guinée comment cela s'est passé. C'est lui qui a utilisé le plus grand nombre d'étudiants fictifs et il se permet de vociférer en nous accusant de voleurs. Et dans ça, il a eu plus de trois cent milliards (300.000.000.000) de nos francs.

Vous savez, je suis très humble et l'une des choses que j'ai préservées durant ma carrière professionnelle, c'est d'être accusé de voleur et je suis prêt à partir devant n'importe quelle institution. Si M. Ousmane Kaba veut, qu'il m'appelle et je suis prêt à l'affronter. Il ne va pas nous traiter de voleurs et que je laisse passer », a-t-il ajouté.

**Samuel Demba. D**

## AG DU RPG ARC-EN-CIEL

## Les vérités de Saloum Cissé !

Le samedi 15 juillet, le RPG Arc-en-ciel a tenu son assemblée générale hebdomadaire, à son siège national. Dans son intervention de circonstance, le secrétaire général du parti, Saloum Cissé, a mis le CNRD en garde contre tout glissement du calendrier électoral.

« Le jour qu'ils vont essayer de toucher à la date limite de la transition, ils connaîtront la vraie valeur du Guinéens. Parce qu'ils vont dire il nous reste 17 ou 12 mois pour finir avec les 10 points. Ou encore, qu'il y a ceci ou cela. Ils diront plus loin que le programme qui est déjà établi ne peut se faire, qu'il faut augmenter le temps. C'est là ils vont trouver le RPG Arc-en-ciel sur le chemin. Ils sont en train de tourner et ils font tout ça pour nous tromper. Mais moi je suis conscient de quelque chose. Le temps que le professeur à eu à faire, le programme qu'il a exécuté, je suis personnellement fier des résultats sur le terrain.

Il faut se dire la vérité, toute la démagogie qu'ils ont en train de faire, nous allons voir les résultats. Le rôle d'une transition, c'est d'organiser des élections transparentes et équitables. Voilà le rôle principal d'une transition. Mais on parle d'une somme colossale, qui à la longue, sera très difficile à obtenir. En fin de compte, ils vont dire qu'ils n'ont pas de moyens d'organiser les élections afin de permettre le glissement. Ça ne marchera pas(...)», a déclaré Saloum Cissé. Aux responsables et aux militants du parti, il a lancé cet appel : « Chacun de vous vient d'un village, d'une famille. Il faut être



vraiment des motivations afin que des gens soient rassurés de la vitalité du RPG Arc-en-ciel. Nous allons donc essayer de faire un déplacement à l'intérieur du pays, c'est un

passage obligé. Mais il faut que les ressortissants, à partir des téléphones, anticipent les choses... » Reste à savoir maintenant si cet appel tombera dans des oreilles attentives.

Depuis le 5 septembre 2021, l'on constate en effet une sorte de démotivation des militants du parti jaune.

**Mamadou Saïdou**

MASSACRE DU 28  
SEPTEMBRE 2009

## Me Amadou DS Bah dit détenir des preuves contre Marcel Guilavogui

Le mercredi 12 juillet 2023, le procès des événements tragiques du 28 septembre 2009 s'est poursuivi au tribunal criminel de Dixinn délocalisé à la cour d'appel de Conakry. C'est Marcel Guilavogui qui était ce jour-là à la barre pour répondre aux questions du ministère public et des avocats de la partie civile.



Dans une interview accordée aux médias, après la première partie de l'interrogatoire, Me Amadou DS Bah, l'un des avocats de la partie civile, a indiqué qu'il a des preuves contre celui qui se faisait passer sous la transition CNDD pour le neveu du capitaine Moussa Dadis Camara. Pour lui, Marcel Guilavogui ne disait que des contre-vérités, au lieu de dire ce qu'il a joué comme rôle dans la répression qui a eu pour théâtre le stade du 28 Septembre. A ses yeux, Marcel, en tant que maillon fort du régime du CNDD, a confirmé que son co-accusé, le capitaine Moussa Dadis Camara, président de la transition au moment des faits est l'alpha et l'oméga des massacres du 28 septembre.

« D'abord il s'engage à dire à la vérité, toute la vérité mais il dit tout ce que le capitaine a fait mais curieusement il occulte ce

que lui-même il a fait. Nous avons des preuves palpables à travers des témoignages, non seulement des parties civiles mais également de certains accusés qu'effectivement il était au stade à la tête d'un dispositif, d'un contingent qui a créé d'énormes dégâts, d'énormes massacres au stade... Nous, on attendait à ce qu'il fasse son mea-culpa général, non pas un mea-culpa particulier mais qu'il reconnaisse effectivement qu'il est l'un des personnages centraux des massacres du 28 septembre. Peut-être cela aurait pu le sévir au moment de la délibération au niveau des juges. Mais malheureusement il s'est inscrit dans la logique de nier tout ce qu'il a fait et de raconter ce que le capitaine Dadis a dit », a déclaré Me Amadou DS Bah, un des avocats de la partie civile.

Kèfina Diakité

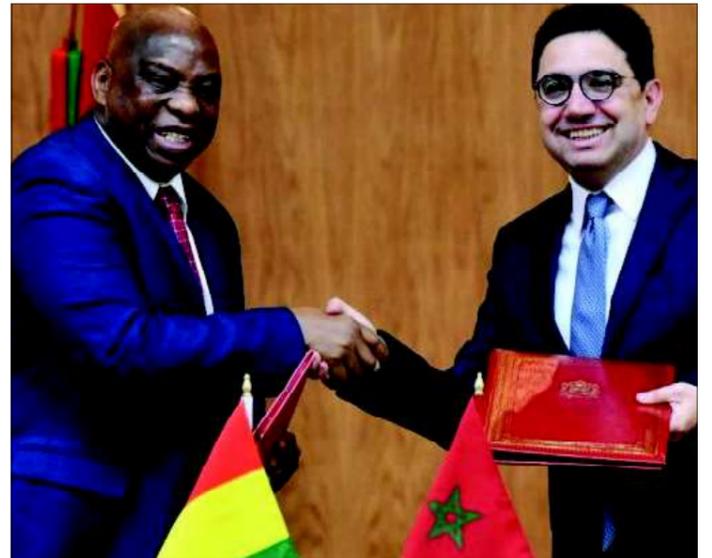
COOPÉRATION

## L'axe Conakry-Rabat se renforce

Mohammed VI, le Roi du Maroc, renforce ses liens avec le colonel Mamadi Doumbouya, le président de la transition guinéenne. Cela intervient suite à la décision de Conakry de prendre fait et cause pour Rabat dans le dossier très sensible du Sahara Occidental.

Lors du sommet de Bissau qui s'est tenu le 09 juillet, le tout nouveau président en exercice de la CEDEAO, le Nigérian Bola Tinubu, a envoyé un message à la fois clair et menaçant au Mali, au Burkina Faso et à la Guinée, trois pays dirigés actuellement par des militaires putschistes. « Nous ne permettrons jamais que les coups d'Etat se succèdent en Afrique de l'Ouest », a martelé l'homme fort d'Abuja.

Pour sa part, Mohammed VI, le Roi du Maroc s'engage à renforcer ses liens avec le colonel Mamadi Doumbouya, le président de la transition guinéenne. Et c'est au moment où le chef de l'Etat nigérian prononçait son discours au sommet de la CEDEAO que le Maroc et la Guinée tenaient la 7ème session de la Commission mixte de coopération. L'occasion a été mise à profit pour procéder à la signature, à Dakhla, de huit



accords de coopération et conventions. La session a été co-présidée par le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, et son homologue guinéen, Dr Morissanda Kouyaté.

« Les signes envoyés par le régime (guinéen) sont des signes d'espoir et de confiance, et le Royaume du Maroc ne peut qu'apporter son soutien au Colonel

Mamadi Doumbouya », a indiqué Nasser Bourita, ministre marocain des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger. Des propos qui vont dans le contresens de la vision des dirigeants de la CEDEAO, dont les décisions sont de plus en plus contestées vigoureusement dans la sous-région.

Mamadou Saïdou

INSÉCURITÉ GALOPANTE EN GUINÉE

## Un cadre de l'UFR interpelle les autorités de la transition

A la faveur de l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFR, le parti de Sidya Touré, qui s'est tenue le samedi 15 juillet 2023 à son siège national à Matam, le responsable de la communication digitale du parti, Fodé Baldé, a tenu à interpeller les autorités de la transition par rapport au phénomène de l'insécurité qui prend des proportions inquiétantes dans le pays.

Pour Fodé Baldé, ce jeune cadre du parti de Sidya Touré, la recrudescence de l'insécurité est l'une des faiblesses du pouvoir du

colonel Mamadi Doumbouya.

« Un pouvoir militaire qui n'arrive même pas à assurer la sécurité des populations doit dégager. C'est le minimum qu'on attend de l'Etat. L'Etat c'est quoi ? C'est d'assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens. Mais, si des militaires sont au pouvoir et qu'on assiste à un laisser-aller total... Le président Sidya Touré a eu très tôt raison en parlant de l'Etat néant. Voilà pourquoi il faut un homme qui a contribué à bâtir un Etat mais pas n'importe quel Etat. Un Etat qui a réussi. Le seul de tous

ceux qui cherchent le pouvoir en Guinée, qui a contribué à bâtir un Etat, qui a réussi, qui fait la fierté des Guinéens qui partent là-bas ( Côte d'Ivoire), c'est le président Sidya Touré », a-t-il fait savoir. Avant d'inviter les militants à resserrer les rangs derrière le président Sidya Touré qui séjourne depuis plusieurs mois maintenant à Abidjan, en Côte d'Ivoire, après la récupération de son domicile sis à la Minière, dans les circonstances que l'on sait.

Mamadou Saïdou

## MISE EN ŒUVRE DU CHRONOGRAMME DE LA TRANSITION

## Tenue de la deuxième session du comité de pilotage de suivi-évaluation

**Le mercredi 12 juillet 2023, la deuxième session du comité de pilotage de suivi-évaluation de la mise en œuvre du chronogramme de la transition s'est tenue à huis-clos dans la salle de réunion du ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation.**

« Aujourd'hui, nous avons présenté des avancées qui ont été réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du chronogramme entre le 12 juin dernier et ce jour 12 juillet 2023. Au nombre des progrès réalisés dans le cadre du recensement général de la population et de l'habitat, il y a un certain nombre d'équipements qui ont été réceptionnés par l'Institut national des statistiques au Ministère du Plan et de la Coopération Internationale. Mais il y a également des agences chargées de faire le processus de la cartographie qui ont été recrutées et qui vont être formées et plusieurs autres sous activités qui ont été réalisées. Au niveau du recensement administratif à vocation d'état civil, vous avez d'abord le préalable qu'il fallait lever. C'était la révision du cadre juridique et cela va sans dire l'élaboration des lois. Donc pendant cette session du comité de pilotage, les deux avant-projets à savoir la loi portant régime d'état civil



en Guinée et la loi portant l'identification des personnes physiques ont été validés et sont transmis au CNT afin de pouvoir légiférer là-dessous. Mais aussi il y a un certain

nombre d'appels d'offres qui ont été préparés et lancés pour la réalisation des centres intégrés d'état civil et l'identification qui vont servir de structures de base pour le

processus de recensement administratif à vocation d'état civil, mais également un certain nombre de dossiers d'appels pour l'acquisition du matériel pour le recensement administratif à vocation d'état civil. Mais également pour l'acquisition du matériel lié à l'établissement du fichier électoral, mais aussi d'autres matériels liés aux kits qui devaient permettre le processus d'actualisation des données qui doivent être transposées pour l'élaboration du fichier électoral. Ce sont entre autres actions qui ont été présentées à l'ensemble des partenaires...L'autre point qui a été discuté longuement, c'est la question liée à la mobilisation des ressources. Il vous souviendra que depuis le début de l'année, le gouvernement avait pris comme engagement pour le

premier semestre de mettre à la disposition du processus de retour à l'ordre constitutionnel pour le financement des dix points du chronogramme un montant de 400 milliards de francs guinéens. Et récemment, le gouvernement a mis un montant de 150 milliards francs guinéens pour appuyer le programme de recensement général de la population et de l'habitat. A date, nous pouvons clairement affirmer que le gouvernement a dégagé 550 milliards de francs guinéens pour le financement de ce processus...», a déclaré le ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Mory Condé, au sortir de la réunion.

**Mamadou Saïdou**

### FOOTBALL

## Les adversaires de la Guinée dans les éliminatoires de la coupe du monde 2026

Le jeudi 13 juillet, le tirage au sort de la phase éliminatoire de la prochaine édition de la coupe du monde de football dans la zone Afrique s'est effectué à Abidjan, en Côte d'Ivoire, le pays des Éléphants.

Ce sont neuf (9) groupes de 6 pays qui ont été constitués dans le cadre des éliminatoires de la coupe du monde 2026, zone Afrique. La Guinée se retrouve dans le groupe G, en compagnie de l'Algérie, de l'Ouganda, de la Somalie, du Botswana et du Mozambique. Pour tous les analystes et observateurs sportifs avertis, le Syli national de Guinée aura pour principal adversaire les redoutables Fennecs d'Algérie.

Le vainqueur de chaque groupe sera automatiquement qualifié pour la phase finale de la Coupe du Monde de la FIFA 2026. Quant aux quatre meilleurs deuxièmes des neuf groupes, ils joueront dans un tournoi de barrage de la CAF. Et le vainqueur de ce tournoi de barrage de la CAF

participera au tournoi de barrage de la FIFA pour tenter de valider son ticket pour la grand-messe du football mondial. La question que tous les analystes et observateurs du football guinéen se posent est de savoir si les poulains de Kaba Diawara réussiront l'exploit d'arracher leur qualification pour le Mondial dans un groupe où ils auront à affronter l'Algérie. Mais comme le football se promène de plus en plus avec son cortège de surprises, une qualification de la Guinée sera une grande première. Il faut rappeler que dans la sous-région ouest-africaine, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Ghana et le Nigéria ont déjà eu le bonheur de disputer, au moins une fois, une phase finale de coupe du monde de football. Ce ne serait donc pas une surprise si cette fois-ci la Guinée de Chérif Souleymane parvenait elle aussi à arracher sa qualification pour la grand-messe du football mondial.

**Kéfina Diakité**

### INSÉCURITÉ DANS LA PRÉFECTURE DE SIGUIRI

## Tentative d'assassinat d'une femme de 40 ans dans un district de Niagassola

**Le jeudi 13 juillet, Nanténin Camara, une mère de 7 enfants et âgée de 40 ans, a été victime d'une tentative d'assassinat à Djikoudou, un district relevant de la sous-préfecture de Niagassola, dans la préfecture de Siguiiri.**

L'on ne cessera jamais de le rappeler, l'insécurité a pris des proportions inquiétantes dans la préfecture de Siguiiri, en Haute-Guinée. Les attaques à main armée et des agressions physiques y sont monnaie courante par les temps qui courent, au grand dam des pauvres populations. Le jeudi 13 juillet, c'est la pauvre Nanténin Camara, qui en a fait les frais. Ce jour-là, cette mère de 7 enfants et âgée de 40 ans, a été victime d'une tentative d'assassinat à Djikoudou, un district relevant de la sous-préfecture de Niagassola. Elle se rendait en effet à un mariage à Kôro Naboun, un village voisin situé à 15 kilomètres de Djikoudou, lorsqu'elle a été attaquée par

un individu jusque-là non identifié. Ce dernier l'a égorgée et lui a coupé les tendons d'Achille. Les femmes présentes sur les lieux ont été alertées par les cris de détresse de la victime et ont aussitôt appelé à l'aide. Malheureusement l'agresseur a réussi à prendre la fuite. Lorsqu'il a été informé de la situation, le médecin-lieutenant Abdoulaye Bassirou Condé a dépêché une équipe d'urgence sur place pour secourir la victime, qui était dans un état critique. « La femme a été rapidement évacuée dans des conditions optimales à l'hôpital préfectoral de Siguiiri. Pour le moment, je préfère ne pas préciser la nature exacte de

l'agression. Cependant, la victime a été égorgée, mais les veines jugulaires n'ont pas été touchées. De plus, ses deux tendons d'Achille ont été sectionnés pour l'immobiliser. Il s'agit d'un acte perpétré par un professionnel », a confié le médecin, avant d'indiquer que l'intervention s'était déroulée dans de bonnes conditions. Au moment où nous mettions sous presse, l'identité de l'agresseur n'était pas encore connue. Les recherches étaient en cours pour mettre main sur lui. Une attaque qui relance le débat sur la recrudescence de l'insécurité dans cette partie de la Guinée.

**Mamadou Saïdou**